



Objet de la consultation

**ACCORD-CADRE
CONTROLES REGLEMENTAIRES PERIODIQUES DES INSTALLATIONS ET
OUVRAGES DU PALAIS DE TOKYO**

N°14_2024

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Sommaire

ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE 2 : OBJET	3
ARTICLE 3 : DUREE	3
ARTICLE 4 : PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 5 : DESIGNATION D'UN RESPONSABLE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 6 : BONS DE COMMANDE	4
6.1 Etablissement de bons de commande	4
6.2 Modalités d'exécution des bons de commande	5
6.2.1 Transmission des bons de commande	5
6.2.2 Délais de réponse et d'observation du Titulaire sur les bons de commande	5
ARTICLE 7 : PRIX ET REGLEMENT	5
7.1 Nature et contenu des prix	5
7.2 Conditions de facturation	6
7.2.1 Prestations forfaitaires	6
7.2.2 Prestations optionnelles sur bons de commande	6
7.2.3 Prestations autres que forfaitaires et sur bons de commande	6
7.2.4 Conditions générales de facturation	6
ARTICLE 8 : MOYENS AFFECTES A LA REALISATION DES PRESTATIONS	7
8.1 Moyens techniques	7
8.2 Moyens humains	7
ARTICLE 9 : PENALITES	8
ARTICLE 10 : GARANTIES DU TITULAIRE	9
ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE ET RESPECT DES DONNEES PERSONNELLES	9
11.1 Confidentialité	9
11.2 Respect des données personnelles par le Titulaire	10
ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE	10
ARTICLE 13 : RESPONSABILITÉ	11
ARTICLE 14 : ASSURANCES	12
ARTICLE 15 : CHANGEMENT, TRANSFERT ET NON-RENONCIATION	12
ARTICLE 16 : RESILIATION – FIN DE CONTRAT	12
16.1 Force majeure	12
16.2 Manquements	13
16.3 Dispositions de fin de l'Accord-cadre	13
ARTICLE 17 : LISTE RECAPITULATIVE DES ARTICLES DU CCAG FCS AUXQUELS IL EST DEROGÉ	13
ARTICLE 18 – LOI APPLICABLE ET CLAUSE ATTRIBUTIVE DE COMPETENCE	14

ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR

PALAIS DE TOKYO

Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 10 000 euros
13 avenue Président Wilson, 75116 Paris
SIREN : RCS PARIS : 533 994 059

Personne responsable de l'accord-cadre :
Le Président de la SAS « Palais de Tokyo » : Guillaume Désanges

ARTICLE 2 : OBJET

Le présent accord-cadre mono-attributaire (ci-après dénommé l' « **Accord-cadre** ») a pour objet des prestations contrôles réglementaires des installations et ouvrages du Palais de Tokyo.

L'Accord-cadre comprend :

- D'une part des prestations forfaitaires mentionnées aux articles 3.1 et 3.2 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (« **CCTP** »)
- D'autre part des prestations optionnelles sur bons de commande mentionnées à l'article 3.3 du CCTP.

Les prestations forfaitaires de l'Accord-cadre mentionnées à l'article 3.1 du CCTP sont les suivantes :

- Installations électriques ;
- Ascenseurs, monte-charges ;
- Appareils de levage ;
- Système de sécurité incendie et des moyens de secours ;
- Points d'ancrage et ligne de vie ;
- Équipements de protection individuelle (harnais).

Code CPV de la consultation : 71631000 : services d'inspection technique / 71356100 : Services de contrôle technique.

ARTICLE 3 : DUREE

L'Accord-cadre prendra effet à compter de sa notification.

La durée ferme de l'Accord-cadre est de deux ans.

L'Accord-cadre est reconductible deux (2) fois pour une durée de douze (12 mois), sur décision exprès du Palais de Tokyo.

Le Palais de Tokyo prend par écrit la décision de reconduire l'Accord-cadre. Il notifie au titulaire de l'Accord-cadre titulaire (ci-après dénommé le « **Titulaire** ») la décision de reconduction trois (3) mois avant la fin de la durée de l'Accord-cadre. Dans l'hypothèse où le Palais de Tokyo n'aurait pas notifié la reconduction, l'Accord-cadre sera réputé non reconduit.

Le Palais de Tokyo pourra ainsi demander des prestations au Titulaire pour toute la durée de l'Accord-cadre rappelée ci-avant, dans les conditions prévues dans les documents constituant l'Accord-cadre et notamment le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Cette durée correspond à la période pendant laquelle le Palais de Tokyo peut notifier des bons de

commande au Titulaire.

ARTICLE 4 : PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives de l'Accord-cadre énumérées par ordre de priorité décroissante sont les suivantes :

- L'Acte d'engagement (« **AE** ») (et le formulaire DC4 le cas échéant) dûment daté et signé par le Titulaire ;
- L'Annexe financière à l'Acte d'engagement comportant une Décomposition du prix global et forfaitaire (« **DPGF** »), le Bordereau des prix unitaires (« **BPU** ») et la simulation financière des prestations complémentaires sur bons de commande dûment complétée, datée et signée par le Titulaire ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (« **CCTP** ») et son annexe 1 « liste des équipements et matériels du Palais de Tokyo » ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (« **CCAP** ») ;
- Le Mémoire technique mentionné à l'article 4.3 du Règlement de la consultation (« **RC** ») et les autres documents de l'offre du Titulaire le cas échéant ;
- La charte pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations dans les marchés publics du Palais de Tokyo (« **Charte d'engagement** »), dûment datée et signée par le Titulaire ;
- Le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvés par l'arrêté du 30 mars 2021 (« **CCAG FCS** »).

Ces pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente ou de services du Titulaire.

Le CCAG FCS s'applique dans le cadre du présent Accord-cadre sous réserve des dispositions de l'Accord-cadre qui y dérogent. La liste des dérogations au CCAG FCS figure à l'article 17 du présent CCAP.

ARTICLE 5 : DESIGNATION D'UN RESPONSABLE DE L'ACCORD-CADRE

Dès la notification de l'Accord-cadre, le Titulaire désigne les personnes habilitées à le représenter pour l'exécution de l'Accord-cadre ainsi que les responsables de la conduite et de l'exécution des prestations.

Ces responsables nommément désignés sont les seules habilités à dialoguer avec les interlocuteurs du Palais de Tokyo.

Le Titulaire communique par ailleurs, les noms, la qualité et les coordonnées des personnes composant son équipe de travail dédiée à l'exécution de l'Accord-cadre.

ARTICLE 6 : BONS DE COMMANDE

6.1 Etablissement de bons de commande

Afin de bénéficier des prestations sur bons de commande prévues dans l'Accord-cadre (et notamment mentionnées à l'article 3.3 du CCTP), le Palais de Tokyo établira au fur et à mesure de ses besoins, des bons de commande qui seront adressés au Titulaire.

Chaque bon de commande indiquera a minima :

- Les noms et adresse du Titulaire ;

- La référence de l'Accord-cadre ;
- La nature et le détail (date, etc.) des prestations faisant l'objet du bon de commande ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La date ;
- Le montant HT et TTC des prestations.

6.2 Modalités d'exécution des bons de commande

6.2.1 Transmission des bons de commande

Les bons de commande seront transmis par courriel au Titulaire (à son ou ses référents) contre récépissé ou accusé de réception, au plus tard 7 (sept) jours avant le début des prestations.

6.2.2 Délais de réponse et d'observation du Titulaire sur les bons de commande

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvés par l'arrêté du 30 mars 2021, le Titulaire devra répondre au bon de commande dans le délai qu'il aura fixé dans son offre, étant entendu que ce délai ne pourra être supérieur à 5 (cinq) jours calendaires. Cette réponse devra comprendre la prise en compte de la commande.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part, en procédant aux prestations souhaitées

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au Palais de Tokyo.

ARTICLE 7 : PRIX ET REGLEMENT

7.1 Nature et contenu des prix

Le montant minimum de l'Accord-cadre est le montant des prestations forfaitaires prévues par ce dernier.

Le montant maximum de l'Accord-cadre et pour l'ensemble des prestations s'élève à 80 000 € HT (quatre-vingt mille euros hors taxes), pour la durée globale de l'Accord-Cadre (reconductions éventuelles comprises).

L'Accord-cadre est établi sur la base des prix forfaitaires figurant dans la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), ainsi que sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaires (BPU).

Les prix sont réputés comprendre toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement des prestations, notamment toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations ou engagées par le Titulaire, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ces prix sont définitifs et révisibles lors de chaque reconduction de l'Accord-cadre.

La révision des prix sera effectuée en utilisant l'indice du coût horaire du travail n°00156518 (indice du coût horaire du travail révisé – industries mécaniques et électriques) et la formule paramétrique suivante :

$$P = PO [0,150 + 0,850 (I_n/I_o)].$$

- P est le prix révisé hors taxes servant pour le règlement pour la nouvelle période considérée ;
- PO est le prix de base hors taxes, réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de démarrage des prestations de l'Accord-cadre ou au premier mois de la première reconduction si cette dernière a déjà eu lieu ;
- Io est la valeur du dernier index connu au mois de démarrage des prestations de l'Accord-cadre ou au premier mois de la première reconduction si cette dernière a déjà eu lieu ;
- In est la valeur du dernier index connu à la date de la reconduction de l'Accord-cadre entraînant une révision du prix.

La révision s'opère à la baisse ou à la hausse.

7.2 Conditions de facturation

7.2.1 Prestations forfaitaires

Le paiement des prestations forfaitaires s'effectuera semestriellement, par virement bancaire, après validation du Palais de Tokyo des prestations concernées effectuées par le Titulaire.

Le prix pour chacun de ces semestres correspond à la somme annuelle du prix indiqué dans la partie « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire » de l'Acte d'engagement remplie par le Titulaire dans le cadre de son offre divisée par deux (afin d'obtenir le montant semestriel des prestations forfaitaires).

7.2.2 Prestations optionnelles sur bons de commande

Concernant les prestations sur bons de commande qui seraient le cas échéant commandées par le Palais de Tokyo, une facture sera établie et remise par le Titulaire au Palais de Tokyo après l'exécution de chaque commande et correspondra à chaque bon de commande.

Les factures correspondantes à ces prestations préciseront le montant hors taxes, le détail des commandes, le numéro des bons de commandes concernés et le taux et le montant de TVA applicable.

7.2.3 Prestations autres que forfaitaires et sur bons de commande

Toute prestation complémentaire – non mentionnée au présent Accord-cadre – le cas échéant demandée par le Palais de Tokyo, fera l'objet d'un devis préalable. Une telle prestation fera l'objet d'une facturation distincte réglée par le Palais de Tokyo dans un délai de 30 (trente) jours après réception de la facture correspondante.

7.2.4 Conditions générales de facturation

Les factures devront comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du Titulaire ;
- Les coordonnées bancaires du Titulaire ;
- La référence de l'Accord-cadre ;
- La référence des bons de commande, le cas échéant ;
- Le montant des prestations effectuées hors TVA ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total (TTC) ;
- La date.

Le Palais de Tokyo se réserve le droit de retourner au Titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions.

En cas de sous-traitance, les factures du Titulaire devront contenir, en plus des mentions listées ci-dessus, le montant des prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement

Le Titulaire adressera ainsi les factures correspondant à chacune des prestations (ou semestrialités le cas échéant), une fois les prestations validées par le Palais de Tokyo, à l'adresse suivante :

PALAIS DE TOKYO
A l'attention du Service comptabilité
13 avenue du Président Wilson
75116 Paris

Le Palais de Tokyo vérifie le montant indiqué sur la facture. Il le complète éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités, les indemnités dues et les réfections imposées.

Le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par le Palais de Tokyo. Il est notifié au Titulaire si le décompte, la facture ou le mémoire a été modifié ou s'il a été complété comme il est précisé à l'alinéa précédent. Passé un délai de 30 (trente) jours calendaires à compter de cette notification, le Titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Les factures du Titulaire seront réglées par le Palais de Tokyo dans un délai de 30 (trente) jours calendaires après réception et après la constatation du service fait par le responsable de la commande.

Toutefois, ce délai peut être suspendu à la suite de l'envoi d'un avis notifiant au Titulaire les motifs s'opposant au paiement de la facture (facture ou livraison erronées, prestation défectueuse ou inexécutée...) qui lui sont imputables. Cet avis précisera la date à laquelle la suspension prend effet.

La suspension dure autant de temps que le pouvoir adjudicateur n'a pas reçu la totalité des justifications demandées.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

ARTICLE 8 : MOYENS AFFECTES A LA REALISATION DES PRESTATIONS

8.1 Moyens techniques

Le Titulaire doit mettre en œuvre, à ses frais, les moyens techniques adéquats afin d'assurer la parfaite exécution de ses engagements. A ce titre, il définit, se procure et organise, sous sa responsabilité, les ressources, outils, méthodes et moyens d'exécution qui lui sont nécessaires.

8.2 Moyens humains

Le Titulaire doit affecter à la réalisation des prestations prévues à l'Accord-cadre une équipe compétente, qualifiée et expérimentée afin de répondre aux exigences de ces prestations.

Le Titulaire devra détenir tout diplôme, qualification et autorisation nécessaires à l'exercice de ces prestations.

Le Titulaire est seul responsable de la définition du ou des types de profils de personnels requis et de la désignation des membres de l'équipe affectés à l'exécution de l'Accord-cadre. Ces membres devront être disponibles pour répondre aux demandes du Palais de Tokyo.

Le Titulaire, en sa qualité d'employeur, est seul responsable du personnel qu'il affectera aux missions demandées par le Palais de Tokyo. Les membres de cette équipe agiront sous l'entière responsabilité du Titulaire, dans le cadre de l'Accord-cadre. Le personnel du Titulaire affecté à la prestation ne pourra en aucun cas être assimilé à des salariés du Palais de Tokyo. Il est entendu qu'il ne s'établira aucun lien de subordination entre le personnel du Titulaire et le Palais de Tokyo.

Le Titulaire est tenu d'accomplir toutes les obligations légales liées à ses salariés. Le Titulaire garantit au Palais de Tokyo le respect du Code du travail et des clauses contractuelles qui le lient à ses salariés.

Le Palais de Tokyo ne saurait être tenu pour responsable auprès des organismes sociaux auxquels le Titulaire verse les cotisations sociales des salariés affectés sur le site du Palais de Tokyo ou à la réalisation des prestations objets de l'Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à remettre au Palais de Tokyo, dans le cadre de la consultation relative à l'Accord-cadre puis tous les six mois durant l'exécution dudit Accord-cadre, une attestation des organismes sociaux justifiant du parfait règlement des cotisations sociales de ses salariés, ainsi que tout document prévu aux articles D8222-5 et suivants du Code du travail.

ARTICLE 9 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG FCS, la non-exécution ou l'exécution non conforme aux dispositions du CCAP et du CCTP peut entraîner l'application de pénalités. Le Titulaire s'engage donc à exécuter ses prestations conformément aux délais mentionnés dans le CCAP et le CCTP.

Les pénalités prévues au présent article peuvent se cumuler et ne sont pas limitées.

Les pénalités sont appliquées de plein droit sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont les suivantes :

Objet	Pénalité
Retard dans la remise d'un rapport	50 € HT par jour ouvré de retard
Retard dans la remise de devis 50€ HT par jour ouvré de retard	50 € HT par jour ouvré de retard
Retard dans la production des rapports d'analyse	200 € HT par jour ouvré de retard
Annulation d'une visite moins de 48h avant le rendez-vous	100 € HT
Réalisation d'une visite périodique plus de 30 jours après la date anniversaire du dernier contrôle	200 € HT
Absence du Titulaire à un rendez-vous programmée (réunion ou visite d'une installation)	200 € HT

Objet	Pénalité
Autres manquements contractuels	200 €HT par manquement

ARTICLE 10 : GARANTIES DU TITULAIRE

Le Titulaire garantit avoir le droit et la capacité de conclure l'Accord-cadre et disposer des moyens suffisants pour respecter ses engagements. Le Titulaire garantit qu'il dispose de toutes les autorisations et des agréments nécessaires à l'exécution dudit Accord-cadre.

Le Titulaire garantit le Palais de Tokyo contre tout acte de malveillance, piratage ou détournement qui pourrait être réalisé sur ou à partir des moyens mis à sa disposition par le Palais de Tokyo par son personnel permanent ou ses sous-traitants ou résultant d'omission, négligence ou erreur de son personnel permanent ou de celui de ses sous-traitants.

Sauf autorisation du Palais de Tokyo, le Titulaire ne pourra pas transmettre à des tiers ou diffuser au public les éléments délivrés par le Palais de Tokyo ou ses prestataires dans le cadre de l'Accord-cadre.

Le Titulaire garantit et assumera la responsabilité des prestations de ses éventuels sous-traitants.

Le Titulaire remboursera, à première demande et sans délai, les sommes éventuelles que le Palais de Tokyo serait tenu de payer aux sous-traitants, pour l'exécution de leurs prestations au titre de l'Accord-cadre, en cas de recours direct de ces derniers envers le Palais de Tokyo du fait de l'absence de paiement ou du paiement partiel de prestations par le Titulaire.

Le Titulaire garantit que l'Accord-cadre sera réalisé dans le respect de la réglementation en vigueur en matière de droit du travail. Le Titulaire déclare et garantit en particulier qu'il appliquera et qu'il respectera pendant toute la durée dudit Accord-cadre la réglementation du travail applicable vis à vis de tout personnel nécessaire à l'exécution desdites prestations.

ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE ET RESPECT DES DONNEES PERSONNELLES

11.1 Confidentialité

Le Titulaire, astreint au secret professionnel et à une obligation de confidentialité, ne peut communiquer en aucun cas, à qui que ce soit les renseignements, les documents et les supports établis au seul bénéfice du pouvoir adjudicateur à l'occasion de l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à respecter la stricte exclusivité des données traitées et transmises ainsi que le caractère strictement confidentiel des prestations qui lui sont confiées et des informations dont il aurait connaissance au cours des prestations.

A ce titre, le Titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par son personnel permanent les obligations suivantes :

- Ne réaliser aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celle(s) nécessaire(s) à l'exécution des prestations prévues à l'Accord-cadre, l'accord préalable écrit et exprès du Palais de Tokyo étant nécessaire ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées à l'Accord-cadre ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution de l'Accord-cadre ;

- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée de l'Accord-cadre ;
- En fin d'Accord-cadre, procéder à la restitution ou à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les documents et informations traités, au plus tard dans un délai de 3 (trois) mois après la fin de l'Accord-cadre.

Le Palais de Tokyo se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le Palais de Tokyo à résilier l'Accord-cadre aux torts du Titulaire, aux frais et risques de ce dernier et sans préjudice du droit pour le Palais de Tokyo de demander réparation du préjudice subi. A ce titre, il est entendu que le Titulaire pourra être tenu responsable de toute divulgation d'informations confidentielles à un tiers et de tout dommage direct et indirect causé au Palais de Tokyo résultant de cette divulgation.

11.2 Respect des données personnelles par le Titulaire

Les données à caractère personnel concernant le Palais de Tokyo seront traitées et conservées par le Titulaire en tant que responsable de traitement notamment aux fins :

- De suivi et d'administration des prestations objets de l'Accord-cadre ;
- De facturation et de comptabilité (sur la base du respect d'obligations légales et réglementaires).

Il est entendu que les données à caractère personnel transmises par le Palais de Tokyo ne peuvent être utilisées que dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre et pour cette dernière. Toute autre utilisation ou transmission à des tiers des données à caractère personnel transmises par le Palais de Tokyo est prohibée (sauf obligation légale). Le Titulaire a l'interdiction d'utiliser à titre commercial les données à caractère personnel transmises par le Palais de Tokyo.

Dans le cadre de l'Accord-cadre, le Titulaire garantit au Palais de Tokyo :

- Qu'il a obtenu toutes les autorisations et consentements des personnes concernées pour l'utilisation de données personnelles et de traitement de données ;
- Qu'il a obtenu toutes les autorisations et consentements des personnes concernées pour les données personnelles qu'il serait amené à transmettre au Palais de Tokyo et que ce dernier pourrait utiliser.

Conformément à la loi « informatique et libertés » modifiée et au Règlement Général de Protection des données (2016/679) (RGPD), chaque personne concernée bénéficie du droit de retirer à tout moment son consentement relatif au traitement de ses données personnelles par le Titulaire (i) et ne doit pas avoir été contrainte à consentir à ce traitement (ii). Elle dispose d'un droit d'accès (iii) aux données personnelles traitées par le Titulaire, d'un droit de rectification (iv) ou d'effacement de ces données (v), du droit de demander la limitation de leur traitement (vi), de s'opposer pour des motifs légitimes à leur traitement (vii) et du droit de solliciter la portabilité de ces données (viii). Enfin, chaque personne concernée dispose du droit de définir des directives générales et particulières définissant la manière dont elle entend que soient exercés, après son décès, les droits mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter une partie de la réalisation de l'Accord-cadre. La sous-traitance totale des prestations prévues à l'Accord-cadre est interdite.

Les sous-traitants, choisis par le Titulaire, devront être préalablement agréés par le Palais de Tokyo, sur présentation du formulaire DC4, dans sa dernière version. Le Palais de Tokyo peut refuser de délivrer l'agrément d'un sous-traitant.

La demande de sous-traitance peut être présentée dans l'offre du candidat. Dans ce cas, son offre contient les déclarations visées à l'article 4.5 du RC ; la notification de l'Accord-cadre au Titulaire emporte acceptation du ou des sous-traitant(s) et agrément des conditions de paiement.

La demande de sous-traitance peut aussi être présentée après la conclusion de l'Accord-cadre, dans les conditions prévues par les articles L2193-1 et suivants du Code de la commande publique relatifs à la sous-traitance.

Le Titulaire assumera la pleine et entière responsabilité de l'ensemble des prestations qui seront effectuées par les sous-traitants agréés. L'agrément de ces sous-traitants ne dégagera en rien le Titulaire de ses obligations et responsabilités contractuelles et il restera solidairement responsable des prestations qu'il confierait aux sous-traitants.

Le Titulaire communiquera au Palais de Tokyo, lors de la demande d'agrément d'un sous-traitant, les informations suivantes :

- Nom du sous-traitant ;
- Activités et références du sous-traitant ;
- Composition du capital social si le sous-traitant est une personne morale,
- Chiffre d'affaires ;
- Effectifs du sous-traitant ;
- Détail de la contribution du sous-traitant ;
- Effectifs consacrés par le sous-traitant à la réalisation de sa contribution.

ARTICLE 13 : RESPONSABILITÉ

Le Titulaire mettra en œuvre tous ses moyens, son savoir-faire et son professionnalisme pour fournir les prestations qui lui sont confiées par le Palais de Tokyo, sous peine d'engager sa responsabilité.

Le Titulaire est responsable à l'égard du Palais de Tokyo, sans restriction ni réserve, de la parfaite exécution des obligations lui incombant en vertu de l'Accord-cadre et s'engage, en conséquence, à réparer les préjudices occasionnés au Palais de Tokyo.

Pendant toute la durée d'exécution de l'Accord-cadre, le personnel permanent et les matériels du Titulaire resteront sous son entière responsabilité.

Le Titulaire est responsable de tous dommages subis par le Palais de Tokyo ou ses préposés, et qui seraient causés par son personnel permanent ou résulteraient de l'inexécution de l'une de ses obligations.

Le Titulaire est également responsable de tout dommage subi par toute personne tierce au Palais de Tokyo du fait d'une faute, négligence ou imprudence pouvant lui être imputée ou pouvant être imputée à un de ses préposés.

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est responsable des dommages que la mauvaise exécution des prestations peut causer :

- Au Palais de Tokyo ;
- À son personnel, au personnel du Palais de Tokyo ou à des tiers ;
- À ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

En aucun cas le Titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés permanents ou temporaires, ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité. En revanche, il ne peut être tenu responsable des conséquences d'instructions données directement à son personnel permanent ou temporaire par le Palais de Tokyo ou ses représentants.

Le Titulaire est responsable de tout objet sous sa garde ou mis à sa disposition, et ce notamment lorsque la responsabilité résulte du fait de vol, détournement, détérioration ou disparition de matériaux, engins, biens d'équipement et effets du personnel.

Le Palais de Tokyo est dégagé de toute responsabilité pour toute disparition ou détérioration des matériels appartenant au Titulaire dans son bâtiment.

Le personnel du Titulaire et ses prestataires ne devront en aucune manière porter atteinte aux personnes, au bâtiment du Palais de Tokyo, aux œuvres exposées et aux autres biens.

ARTICLE 14 : ASSURANCES

Le Titulaire doit souscrire une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels causés lors de l'exécution des prestations objet de l'Accord-cadre. Le Titulaire renonce à tout recours contre le Palais de Tokyo à ce titre.

Le Titulaire doit justifier avant le début des prestations qu'il a souscrit les polices d'assurance concernant les risques définis ci-dessus.

ARTICLE 15 : CHANGEMENT, TRANSFERT ET NON-RENONCIATION

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement au Palais de Tokyo les modifications relatives à l'identification de l'entreprise ou/et aux changements relatifs à la structure de l'entreprise survenant au cours de l'exécution de l'Accord-cadre.

En considération du caractère *intuitu personae* de l'Accord-cadre, le Titulaire s'interdit, sans accord préalable et écrit du Palais de Tokyo, de céder, apporter ou transmettre, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie de l'Accord-cadre, notamment et sans que cela soit limitatif, par voie de fusion, scission, apport partiel d'actifs.

Le fait pour l'une des parties de ne pas faire appliquer l'un de ses droits ou de ne pas exiger l'exécution d'une quelconque des obligations ou responsabilités incombant à l'autre partie, en vertu de l'Accord-cadre, ne pourra pas être considéré en soi comme renonciation par ladite partie à ses droits, obligations et responsabilités.

ARTICLE 16 : RESILIATION – FIN DE CONTRAT

16.1 Force majeure

La responsabilité de l'une ou l'autre des Parties ne pourra être mise en cause en cas de survenance d'un cas de force majeure, tel que défini par la législation et la jurisprudence l'ayant empêché d'exécuter ses obligations résultant du présent Accord-cadre.

Il est entendu qu'à l'occasion de tels événements, les Parties rechercheront toutes les mesures à prendre, afin d'éviter un arrêt d'exécution de l'Accord-cadre, après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par des cas de force majeure.

Il est expressément entendu entre les parties que les grèves du personnel du Titulaire ou de ses sous-traitants ne sont pas considérées comme des cas de force majeure. L'inexécution ou la mauvaise exécution des prestations du Titulaire du fait d'une grève du personnel du Titulaire ou de ses sous-traitants constitue un manquement imputable au Titulaire.

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter l'Accord-cadre du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Palais de Tokyo pourra résilier l'Accord-cadre.

16.2 Manquements

Sauf cas de force majeure traité ci-avant, notamment en cas de manquement du Titulaire à l'une des dispositions de l'Accord-cadre, le Palais de Tokyo pourra résilier le présent Accord-cadre dans l'hypothèse où ce manquement n'ait pas été réparé par le Titulaire dans un délai maximum de 10 (dix) jours à compter de la réception d'une lettre de mise en demeure de s'exécuter de la part du Palais de Tokyo, sans qu'il soit besoin d'accomplir une quelconque formalité judiciaire. Aucune indemnité de quelque nature que ce soit, ne sera alors due au Titulaire à ce titre.

La résiliation prendra automatiquement effet à l'issue d'un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la lettre recommandée prononçant la résiliation.

La présente faculté de résiliation s'effectue sans préjudice de toute demande de réparation d'un préjudice subi, y compris les sommes engagées par le Palais de Tokyo auprès de sociétés tierces pour exécuter les prestations objets du présent Accord-cadre en cas de manquement du Titulaire.

16.3 Dispositions de fin de l'Accord-cadre

En cas de résiliation anticipée de l'Accord-cadre, pour quelque cause que ce soit, ou lorsque l'Accord-cadre prend fin sans résiliation anticipée, les droits sur les prestations du Titulaire livrées au Palais de Tokyo et réceptionnées par ce dernier restent définitivement acquis au Palais de Tokyo dans les termes et conditions définis aux présentes. Le Palais de Tokyo disposera de toute liberté pour confier à tous tiers la poursuite des prestations objets de l'Accord-cadre.

Par ailleurs, toutes les sommes versées au Titulaire au titre des prestations déjà livrées et réceptionnées lui restent acquises pour solde de tout compte au titre de la réalisation de ses prestations sous réserve de toute demande de réparation du Palais de Tokyo en cas de préjudice subi en raison d'un manquement du Titulaire, laquelle demande demeure un droit du Palais de Tokyo.

Dans tous les cas de fin de l'Accord-cadre, anticipée ou non, quelle qu'en soit la cause ou la Partie qui en ait pris l'initiative, le Titulaire s'engage à :

- Restituer au Palais de Tokyo la documentation réalisée par le Titulaire et ses sous-traitants ;
- Transmettre toutes les informations utiles au nouveau prestataire du Palais de Tokyo.

ARTICLE 17 : LISTE RECAPITULATIVE DES ARTICLES DU CCAG FCS AUXQUELS IL EST DEROGÉ

Les documents de consultation et notamment le présent CCP dérogent aux articles suivants du CCAG FCS, lesquels ne sont donc pas applicables à l'Accord-cadre :

- Article 3.7.2 ;
- Article 4.1 ;
- Article 4.2.1 ;
- Article 11.1 ;
- Article 14.2.

ARTICLE 18 – LOI APPLICABLE ET CLAUSE ATTRIBUTIVE DE COMPETENCE

L'Accord-cadre est régi par la loi française. Toutes difficultés relatives à l'interprétation et/ou à l'exécution de l'Accord-cadre seront soumises, à défaut d'accord amiable, aux tribunaux de Paris, auquel les parties contractantes déclarent attribuer juridiction.